

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 06 juillet 2022
(Convocation du 29 juin 2022)

Aujourd'hui, le 06 juillet 2022 à 10h30, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice	
• Nombre	52
• Voix	321
Présents	
• Nombre	21
• Voix	171
Pouvoirs	
• Nombre	4
• Voix	43
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	25
• Voix	214
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Etaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Agathe Bourretère, Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, M. Pierre Brau-Nogué, M. Paul Carrère, M. Gérard Castet, M. Damien Delavoie, M. Charles Pelanne, M. Bernard Poublan, M. Frédéric Ré, M. Bernard Verdier
- Pour les Régions membres : M. Eric Sargiacomo
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : M. Francis Betbeder, M. Philippe Castets, M. Patrick Maunas
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Michel Chanut, M. Christian Ducos, M. Bernard Labadie, M. Antoine Lequertier

Etaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les Départements membres : Mme Isabelle Antier, Mme Nathalie Barrouillet, M. Francis Dupouey
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Jean-Jacques Dané

Etaient excusés :

- Pour les Départements membres : Mme Véronique Thirault, M. Jean Arriubergé, M. Thierry Carrère, M. René Castets, M. Julien Dubois, M. Marc Saint-Estevan,
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel,
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, Mme Isabelle Nogaro, Mme Pascale Réquenna, M. Jean-Yves Arrestat, M. Philippe Baron, M. Philippe Brethes, M. Pierre Cazères, M. Michel Cuyaubé, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Didier Gaugeacq, M. Pierre Lajus, M. Denis Lanusse, M. Philippe Latry, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Jean-Marc Lescoute, M. Laurent Nolibois, M. Christophe Pugnetti, M. Jean-Pierre Rémy,
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Bernard Lougarot, M. Didier Sakellarides

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Délégué



OBJET : Programme d'actions - Direction générale des services techniques - Programme d'actions 2021 - Modification de la fiche programme n°35 - Étude juridique relative aux ouvrages réalisés en rive droite du plan d'eau de la gravière de Baudreix / Mirepeix et en rive gauche, dans le cadre de l'aménagement réalisé sur le gave de Pau en 1989

Exposé des motifs :

Dans le cadre de la demande de renouvellement de l'autorisation d'exploiter le site d'extraction de granulats implanté en rive droite du gave de Pau à Baudreix et Mirepeix et d'extension par l'exploitation d'un nouveau site en rive droite à Bourdettes, déposée par la société Dragage du Pont de Lescar (groupe Daniel), l'État a prescrit, dans son arrêté d'autorisation, au pétitionnaire une obligation préalable à l'exploitation du nouveau site (rive gauche) de conclure une convention avec l'Institution Adour, gestionnaire des ouvrages de protection implantés en rive droite et rive gauche du gave au droit des deux sites.

Le projet d'aménagement de la zone de Baudreix - Mirepeix - Bourdettes, conduit par l'Institution Adour en 1989, a été dimensionné au moyen de plusieurs études hydrauliques et visait notamment à permettre la poursuite de l'activité d'extraction (implantation d'un nouveau site d'extraction de granulats en rive droite zone aval et sécurisation du site existant en rive droite zone amont). Dans ce cadre, en sus du recoupement d'un méandre, de la construction du seuil associé et des équipements et travaux connexes (prise d'eau et canal de Baniou), les deux ouvrages de protection suivants ont été réalisés :

- l'ouvrage F1 : protection du bassin d'extraction au moyen d'un perré en enrochements en rive droite du gave sur une longueur de 470 m soit un volume total de 5 200 m³,
- l'ouvrage E1 : protection du méandre de Bourdettes au moyen d'un perré en enrochements en rive gauche sur une longueur de 230 mètres (y compris un ancrage en berge de 40 mètres) soit un volume total de 1 500 m³.

L'ouvrage F1 avait été dimensionné pour protéger contre le risque de capture du plan d'eau tel qu'il était à l'époque et a été conçu pour résister aux érosions du fleuve et prémunir le plan d'eau de la submersion, étant calé en hauteur au-dessus du niveau des plus hautes eaux connues.

L'ouvrage E1 a quant à lui été dimensionné pour la protection contre les érosions de berges, sans objectif de lutte contre la submersion.

Dans un premier temps, un accompagnement juridique a été commandé auprès d'un prestataire spécialisé, afin de d'analyser les responsabilités de chaque partie prenante (Entreprise DPL, État, Institution Adour, syndicat mixte du bassin du gave de Pau, communauté de communes du Pays de Nay, communes de Baudreix et Mirepeix). Cette analyse, conduite dans le cadre de l'action telle qu'approuvée initialement, a été restituée en juin 2021 et a été traduite dans une note juridique adressée au Préfet des Pyrénées-Atlantiques par courrier cosigné (EPTB, Dpt64, SMBGP, CCPN) en septembre 2021.

Après plusieurs échanges, les suites envisagées sont les suivantes :

- une convention « provisoire » doit être cosignée entre l'Institution Adour et la société DPL afin de permettre l'engagement de l'exploitation du nouveau site de Bourdettes par cette dernière ; un projet de convention ayant fait l'objet d'une relecture juridique a été adressé aux services de l'État, lesquels l'ont soumis à la société DPL.
- le syndicat mixte du gave de Pau va conduire une étude visant à diagnostiquer l'ouvrage de protection implanté en rive droite au droit du bassin d'extraction et à envisager les possibilités d'aménagement au droit du site pour assurer la pérennité des ouvrages et des activités. L'EPTB accompagnera cette étude (cf. fiche n°44 du programme d'actions 2022) sur participation du Département des Pyrénées-Atlantiques,
- l'État envisage l'émission d'un arrêté d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public fluvial relatif à la protection précitée à l'encontre de l'Institution Adour,
- la Préfecture doit saisir le tribunal administratif afin d'obtenir son avis sur ce dossier sur la base des articles L.212-1 et R.212-1 du code de la justice administrative.

Il est donc envisagé de solliciter un accompagnement juridique complémentaire visant à :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.



- l'appui juridique pour les négociations des termes de la convention provisoire à intervenir entre l'Institution Adour et la société DPL,
- l'accompagnement juridique pour la contestation de l'arrêté d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public fluvial (note d'analyse précontentieuse, requête, mémoire complémentaire, représentation à l'audience),
- la rédaction du projet de question à soumettre au tribunal administratif par la Préfecture.

Les dépenses engagées à ce jour totalisent 12 000 € TTC, soit le montant prévisionnel initial prévu pour cette opération. L'engagement des prestations complémentaires d'accompagnement juridique impliquerait une inscription complémentaire de 16 200 € TTC, ce qui porterait le coût total prévisionnel de cette opération à 28 200 € TTC.

Vu la délibération n° 2021-22 du comité syndical de l'Institution Adour en date du 18 mars 2021, portant approbation de la proposition de fiche n° 35 du programme d'actions 2021 de l'établissement,

Considérant l'analyse juridique établie par le prestataire en juin 2021 sur ce dossier, analyse partagée avec les collectivités locales parties prenantes et portée à la connaissance de l'État,
Considérant les conclusions des derniers échanges avec les services de l'état et les différentes parties prenantes,

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après avis favorable des commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- de rapporter la fiche n° 35 du programme d'actions 2021,
- d'arrêter à 28 200 € TTC le coût total prévisionnel de cette opération,
- d'approuver le plan de financement prévisionnel afférent,
- d'approuver le contenu de la fiche n° 35 bis du programme d'actions 2021 telle qu'annexée,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 06 juillet 2022 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2021

FICHE DE PROPOSITION n° 35

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Risques fluviaux

Intitulé de l'opération :

Étude juridique relative aux ouvrages réalisés en rive droite du plan d'eau de la gravière de Baudreix/Mirepeix et en rive gauche, dans le cadre de l'aménagement réalisé sur le gave de Pau en 1989

Zone d'influence :

Gave de Pau (64)

Contexte de l'opération :

Dans le cadre de la demande de renouvellement de l'autorisation d'exploiter le site d'extraction de granulats implanté en rive droite du gave de Pau à Baudreix et Mirepeix et d'extension par l'exploitation d'un nouveau site en rive droite à Bourdettes, déposée par la société Dragage du Pont de Lescar (groupe Daniel), l'État a prescrit au pétitionnaire une obligation préalable à l'exploitation du nouveau site de conclure une convention avec l'Institution Adour, gestionnaire des ouvrages de protection implantés en rive droite et rive gauche du gave au droit des deux sites.

Le projet d'aménagement de la zone de Baudreix - Mirepeix - Bourdettes, conduit par l'Institution Adour en 1989, a été dimensionné au moyen de plusieurs études hydrauliques et visait notamment à permettre la poursuite de l'activité d'extraction (implantation d'un nouveau site d'extraction de granulats en rive droite zone aval et sécurisation du site existant en rive droite zone amont). Dans ce cadre, en sus du recoupement d'un méandre, de la construction du seuil associé et des équipements et travaux connexes (prise d'eau et canal de Baniou), les deux ouvrages de protection suivants ont été réalisés :

- l'ouvrage F1 : protection du bassin d'extraction au moyen d'un perré en enrochements en rive droite du gave sur une longueur de 470 m soit un volume total de 5 200 m³,
- l'ouvrage E1 : protection du méandre de Bourdettes au moyen d'un perré en enrochements en rive gauche sur une longueur de 230 mètres (y compris un ancrage en berge de 40 mètres) soit un volume total de 1 500 m³.

L'ouvrage F1 avait été dimensionné pour protéger contre le risque de capture du plan d'eau tel qu'il était à l'époque et a été conçu pour résister aux érosions du fleuve et prémunir le plan d'eau de la submersion, étant calé en hauteur au-dessus du niveau des plus hautes eaux connues.

L'ouvrage E1 a quant à lui été dimensionné pour la protection contre les érosions de berges, sans objectif de lutte contre la submersion.

Dès lors, afin d'analyser d'un point de vue juridique, les responsabilités de chaque intervenant sur le secteur : Etat, Institution Adour, exploitant et syndicat mixte du bassin du gave de Pau, il est proposé de recourir à une étude juridique.

Description de l'opération :

L'étude serait confiée à un juriste spécialisé sur ces thématiques (collectivités, GEMAPI, gestion de l'eau) et viserait à répondre aux questions suivantes :

- L'Institution Adour peut-elle être mise en responsabilité en cas de rupture d'un de ces ouvrages, en particulier concernant l'ouvrage F1 ?
- Quelles sont les obligations de l'Institution Adour concernant la gestion de ces ouvrages et quelles en sont les limites ?
- Quels sont les devoirs et responsabilités de l'Institution Adour, du SMBGP et de la société DPL en matière d'entretien, de surveillance, de maintien en bon état, de travaux, etc. relatifs à ces deux ouvrages - expliciter la responsabilité de chacun en cas de dommages dus à une rupture d'ouvrage.
- Ces ouvrages peuvent / doivent-ils être mis à disposition de la collectivité en charge de la compétence GEMAPI (SMBGP) de la même manière qu'il prévaut pour les ouvrages de protection contre les inondations ? La possibilité et les modalités d'un transfert des ouvrages au SMBGP détenant la compétence GEMAPI devront être précisées.
- La protection F1 est implantée en grande partie sur le domaine public fluvial. Quelles sont les obligations et les responsabilités de l'Etat ?

Pour finir, trois scénarii seront étudiés plus précisément en matière de droits et responsabilités :

- Situation actuelle (avant convention et nouvelles exploitations par DPL à venir) dans le nouveau contexte d'exercice de la compétence GEMAPI par le SMBGP,
- Situation à venir / hypothèse 1 = sans transfert d'ouvrages au SMBGP et dans le cadre d'un conventionnement à intervenir entre l'Institution Adour et la société DPL. Le cabinet juridique proposera les termes de cette convention en complément de l'analyse des droits et responsabilités des 3 intervenants,
- Situation à venir / hypothèse 2 = avec transfert d'ouvrages auprès du SMBGP et possiblement après les travaux de remise en état financés par l'Institution Adour et dans le cadre d'un conventionnement à intervenir entre l'Institution Adour et la société DPL. Le cabinet juridique proposera les termes de cette convention, en complément de l'analyse des droits et responsabilités des 3 intervenants.

[Actualisation de juin 2022] : l'étude a été engagée en mars 2021 et a abouti, après concertation avec les collectivités parties prenantes (SMBGP, CCPN, Dpt64, communes de Baudreix et Mirepeix) et l'entreprise, à la rédaction d'une note juridique adressée au Préfet des Pyrénées et cosignée par l'EPTB, le Département, le syndicat et la communauté de communes.

À l'appui de l'analyse juridique, et au vu des derniers échanges avec les différents intervenants sur le dossier (Etat, entreprise, collectivités locales), il y a lieu d'envisager de commander des prestations complémentaires d'accompagnement juridique sur ce dossier :

- Rédaction d'une proposition de convention et accompagnement dans la discussion pour sa finalisation,
- Contestation du projet d'arrêté d'occupation temporaire du domaine public fluvial susceptible d'être proposé par l'Etat,
- Rédaction du projet de question à soumettre au tribunal administratif par la Préfecture.

Interventions antérieures :

L'Institution Adour est intervenue en 1989 pour réaliser l'aménagement de la zone, comme indiqué ci-avant dans la partie contexte.



Suite aux crues de 2013, l'Institution Adour est intervenue pour réparer une brèche (60 mètres de long, 15 mètres de large et environ 3 mètres de haut) qui s'était formée sur l'ouvrage F1, par la mise en place d'enrochements coté gave et coté gravière.

Echéance - Délais :

Cette étude serait lancée avant fin mars 2021 et restituée avant fin mai 2021.

[Actualisation de juin 2022] : l'étude a été engagée en mars 2021 et a abouti, après concertation avec les collectivités parties prenantes et l'entreprise, à la rédaction d'une note juridique adressée au Préfet des Pyrénées en septembre 2021. Les prestations complémentaires envisagées pourraient être conduites courant de l'année 2022.

Coût prévisionnel de l'opération :

23 500 € HT soit 28 200 € TTC

Plan de financement :

Cette opération n'est éligible à aucun cofinancement. Les charges correspondantes incombent donc au Département des Pyrénées-Atlantiques.



Plan de situation :

